

Après la guerre en Ukraine, une défense européenne à géométrie variable?

Description

La guerre d'ampleur en Ukraine a relancé une question ancienne, longtemps restée sans réponse satisfaisante. L'Europe peut-elle construire une défense commune sans attendre l'accord unanime de tous ses membres ? Face à la menace russe et aux incertitudes du lien transatlantique, l'idée d'une intégration différenciée revient au premier plan.

Comme pour l'euro ou l'espace Schengen, certains États pourraient avancer plus vite que d'autres en matière de sécurité. Une défense européenne des capables et volontaires (*able and willing*) ne serait pas seulement une réponse militaire. Elle ouvrirait également un débat politique majeur sur le nouveau rôle des pays d'Europe centrale et orientale dans l'avenir stratégique du continent. Exercice TITAN SKY 2026

Une vieille méthode européenne

L'intégration européenne n'a jamais progressé de manière uniforme. Dès ses origines, elle a été traversée par une tension entre deux logiques. D'un côté, l'idéal d'une Europe avançant ensemble, selon les mêmes règles et au même rythme. De l'autre, la nécessité pratique de laisser certains États aller plus loin lorsque d'autres hésitent, ralentissent ou refusent. On a pu parler à ce propos de « noyau dur » européen, d'« Europe à plusieurs vitesses », de « géométrie variable » ou encore d'« intégration différenciée », avec une idée commune : l'Europe peut progresser par cercles, par groupes pionniers, par coalitions d'États décidés à approfondir leur coopération dans un domaine donné.

Les exemples les plus connus ne relèvent pas seulement de la défense. La zone euro et l'espace Schengen ne recouvrent pas exactement le périmètre de l'UE : le Royaume-Uni, avant le Brexit, et le Danemark ont notamment bénéficié de clauses de non-participation dans plusieurs politiques européennes. La différenciation a également touché la défense. Le Danemark a ainsi disposé, de 1993 au 1^{er} juillet 2022, de la seule dérogation formelle à la politique de sécurité et de défense commune. Depuis son abolition, la différenciation prend plutôt la forme d'une participation volontaire : le Danemark a rejoint en 2023 la coopération structurée permanente (CSP/PESCO), qui réunit désormais 26 des 27 États membres, Malte restant en dehors du dispositif⁽¹⁾. Ce type d'arrangement n'a pas empêché l'existence de l'UE. Il a même souvent permis de surmonter des blocages qui auraient paralysé l'ensemble.

Cette réflexion a été formulée avec force dans les années 1990, au moment où l'Union s'apprêtait à s'élargir. Wolfgang Schäuble et Karl Lamers défendaient alors l'idée d'un centre de gravité européen capable d'entraîner l'ensemble du projet d'intégration sans attendre que tous les États soient prêts à avancer au même rythme⁽²⁾.

Or, l'expérience montre que la politique de défense demeure l'un des domaines où l'unanimité européenne est la plus difficile à obtenir. Les intérêts nationaux, les cultures stratégiques, les capacités militaires et les perceptions de la menace divergent fortement d'un pays à l'autre. Face à la Russie, ces divergences pourraient être contournées par une méthode déjà connue de l'histoire européenne.

Le précédent de la Communauté européenne de défense

L'idée d'une défense européenne n'est pas nouvelle. Au début des années 1950, dans le contexte de la guerre froide et de la guerre de Corée, les Européens avaient déjà tenté de créer une structure supranationale de défense. Le projet de Communauté européenne de défense, porté par la France à travers le plan Pleven, devait répondre à deux préoccupations majeures : faire face à la menace soviétique et intégrer l'Allemagne de l'Ouest dans un dispositif qui empêcherait tout retour d'une puissance militaire allemande autonome.

La Communauté européenne de défense envisageait une armée européenne supranationale, rompant avec l'idée selon laquelle l'armée constitue l'un des attributs essentiels de l'État-nation. Pour ses partisans, cette audace était précisément la solution. Une défense commune devait permettre de protéger l'Europe tout en encadrant les souverainetés nationales. Pour ses adversaires, elle représentait une dépossession excessive, notamment dans des domaines aussi sensibles que le commandement des troupes, la nomination des officiers ou la décision de faire la guerre.

Le projet échoua en 1954, lorsque l'Assemblée nationale française refusa de le ratifier. Ce rejet a longtemps pesé sur l'imaginaire européen. Il a laissé l'impression qu'une défense supranationale était politiquement impossible. Aujourd'hui, le contexte est radicalement différent et les armées européennes ont appris à coopérer dans le cadre de l'OTAN, de missions extérieures et d'exercices conjoints.

Ce précédent rappelle qu'une défense européenne ne peut pas être seulement une affaire d'armements, de budgets et de doctrines militaires. Elle suppose une association politique suffisamment claire entre les États concernés. Autrement dit, on ne construit pas une défense commune sans définir le type d'Europe politique que l'on veut bâtir. C'est précisément ce lien entre puissance militaire et association politique qui redevient central aujourd'hui.

Avancer avec les États prêts à s'engager

La guerre en Ukraine a révélé que tous les États européens ne réagissaient pas de la même manière face à la menace russe, même si elle leur a permis de se monter unis en soutien au pays agressé. Cette différence de perception plaide toutefois pour une défense européenne fondée sur les États volontaires et capables.

Les pays d'Europe centrale et orientale pourraient jouer un rôle moteur dans cette dynamique. Leur expérience historique, leur proximité géographique avec la Russie et leur soutien déterminé à l'Ukraine leur confèrent une légitimité nouvelle. Ils ne sont plus seulement des consommateurs de sécurité mais des producteurs d'analyse stratégique, des lanceurs d'alerte et, dans certains cas, des acteurs militaires de premier plan.

L'Europe occidentale, de son côté, conserve des ressources indispensables. La France possède une force de dissuasion nucléaire. L'Allemagne dispose d'une puissance industrielle considérable. D'autres pays, comme l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas ou les pays nordiques peuvent contribuer par leurs capacités militaires, technologiques, financières ou logistiques. Une défense européenne crédible ne naîtra donc pas d'un simple basculement du leadership de l'Ouest vers l'Est. Elle devra plutôt organiser une complémentarité nouvelle entre la lucidité stratégique de l'Est et les moyens matériels de l'Ouest.

C'est ici que l'intégration différenciée prend tout son sens. Les États qui veulent avancer et qui disposent des capacités nécessaires pourraient constituer un noyau de défense plus intégré. Ce noyau ne serait pas fermé mais évolutif.

Une telle logique est déjà perceptible dans la manière dont l'UE a su gérer les blocages liés au soutien apporté à l'Ukraine. Lorsque l'unanimité devient impossible, les États les plus engagés cherchent des voies de contournement. Cette pratique reste imparfaite, parfois improvisée, mais elle témoigne d'une évolution profonde. En matière de défense, l'Europe ne pourra probablement pas attendre que tous les États membres partagent exactement la même perception de la menace et le même niveau d'engagement.

Trois cercles pour l'Europe de demain

On pourrait dès lors imaginer une Europe organisée en plusieurs cercles d'intégration. Le premier serait celui d'une Europe large, fondée sur la coopération économique, les échanges et l'association avec des pays qui ne sont pas nécessairement membres. L'Espace économique européen en offre déjà une forme partielle. Ce niveau permettrait de maintenir une Europe ouverte, attractive et capable de coopérer avec ses voisins.

Le deuxième cercle serait celui de l'Union européenne actuelle, avec son marché intérieur, ses institutions politiques, ses politiques communes et son droit. Il resterait le cœur du projet européen tel qu'il s'est construit depuis les traités fondateurs. Ce niveau conserverait une vocation large, mais il ne pourrait pas absorber à lui seul toutes les ambitions

d'intégration, surtout dans les domaines les plus sensibles.

Le troisième cercle serait celui d'une intégration renforcée en matière de défense et de politique étrangère. Il réunirait les États prêts à assumer des engagements plus contraignants, à coordonner davantage leurs industries de défense, à planifier ensemble leurs capacités militaires et à définir une stratégie commune face aux menaces extérieures. Ce cercle pourrait inclure des États membres de l'UE, mais aussi, sous des formes à définir, des partenaires européens essentiels tels que le Royaume-Uni ou la Norvège.

Une telle architecture poserait évidemment des questions délicates. Comment entrer dans ce troisième cercle ? Comment en sortir ? Quels critères politiques, militaires et financiers faudrait-il satisfaire ? Comment éviter qu'un État membre bloque les autres tout en respectant la souveraineté nationale ?

L'alternative serait de rester prisonniers d'une unanimité paralysante. Or, l'histoire de l'intégration européenne montre que les États-nations européens ont souvent eu besoin de l'Europe pour préserver leur propre capacité d'action. C'est l'un des arguments majeurs d'Alan S. Milward lorsqu'il présente l'intégration européenne non pas comme la disparition de l'État-nation, mais comme l'un des moyens de son sauvetage dans un monde devenu trop vaste pour lui⁽³⁾. Cet argument vaut aujourd'hui pour la défense. Aucun État européen ne peut, seul, répondre durablement aux défis posés par la Russie, l'incertitude américaine, la compétition technologique et la militarisation des rapports internationaux.

Une intégration militaire, donc politique

La défense européenne ne serait pas un simple instrument technique. Elle modifierait la nature même du projet européen. Mutualiser des capacités militaires, coordonner les industries d'armement, organiser une dissuasion crédible et définir des priorités stratégiques communes conduiraient nécessairement à davantage d'intégration politique. C'est pourquoi le débat est si sensible. La défense touche au cœur de la souveraineté. Elle oblige à dire qui décide, qui paie, qui commande et jusqu'où les Européens sont prêts à aller ensemble.

Ce débat ne peut plus être mené comme si l'Europe de l'Est était une périphérie. La guerre en Ukraine a montré que les pays les plus exposés à la menace russe sont aussi ceux qui ont souvent formulé les diagnostics les plus clairs. La question n'est donc pas seulement de savoir si Paris et Berlin peuvent relancer l'Europe de la défense. Il s'agit aussi de savoir s'ils accepteront d'apprendre de Varsovie, Tallinn, Riga, Vilnius, Bucarest ou Kyïv.

Cette inversion du regard est peut-être l'un des effets politiques les plus profonds de la guerre. Pendant longtemps, l'intégration européenne a été pensée depuis l'Ouest, avec l'Est comme horizon d'élargissement, de stabilisation ou de rattrapage. Désormais, l'Est peut devenir un centre d'impulsion. Non pas parce qu'il remplacerait les anciens moteurs de l'Union, mais parce qu'il oblige l'ensemble du continent à regarder le monde tel qu'il est devenu.

C'était aussi la force de l'OTAN depuis 1949 : articuler la contribution de ses membres européens, dont la France est un État fondateur, avec le lien transatlantique. Jusqu'à aujourd'hui, la défense européenne s'est largement construite dans ce cadre. L'enjeu est donc moins de reproduire le vieux rêve d'une armée européenne que de construire une capacité d'action européenne, différenciée, progressive et imparfaite, qui permettrait aux Européens de ne plus dépendre entièrement des décisions américaines tout en renforçant leur contribution à l'OTAN lorsque l'Alliance fonctionne. Cette ambition correspond à l'idée d'un « pilier européen de l'OTAN » : des capacités communes permettant aux Européens de remplir leurs obligations d'alliés et, si nécessaire, d'agir conjointement par eux-mêmes. La France en est l'un des promoteurs les plus constants : Jacques Chirac appelait déjà en 1996 à créer un « véritable pilier de défense européenne » au sein de l'OTAN, tandis que la *Revue nationale stratégique* de 2025 lui assigne aujourd'hui le rôle de « moteur » d'un pilier européen « fort et crédible »⁽⁴⁾.

L'Europe doit toutefois avancer avec prudence. La défense peut consolider une communauté politique, mais elle peut aussi réveiller de vieux démons. Le nationalisme et le militarisme comptent parmi les dangers que l'histoire européenne connaît trop bien. Charles de Gaulle rappelait que « la guerre fait naître et mourir les États »⁽⁵⁾. La guerre en Ukraine peut accélérer la naissance d'une Europe plus stratégique, mais elle pourrait aussi fragiliser les États et les équilibres si elle nourrit la peur, le repli ou la rivalité nationale.

La tâche européenne consiste donc à transformer la contrainte en un projet politique.

Notes :

- (1) Conseil de l'Union européenne, [Denmark in the EU](#) et [Permanent Structured Cooperation \(PESCO\)](#).
- (2) Wolfgang Schäuble, Karl Lamers, « [Überlegungen zur europäischen Politik](#) », *CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, Bonn, 1994.
- (3) Alan S. Milward, *The European Rescue of the Nation-State*, 2nd Ed., Routledge, Londres, 2000.
- (4) Présidence de la République, « [Allocution de M. Jacques Chirac sur l'OTAN et le pilier européen de défense](#) », Varsovie, 11 septembre 1996 ; Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, [Revue nationale stratégique 2025](#), Objectif stratégique 5, pp. 54-56.
- (5) Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, Plon, Paris, 1970.

Vignette : [Exercice TITAN SKY 2026](#) (copyright : Agence européenne de défense).

* Thomas Hoerber est titulaire de la chaire Jean Monnet en études européennes, directeur du Centre d'excellence Jean Monnet sur la politique spatiale européenne et directeur de l'Institut UE-Asie à l'ESSCA School of Management, à Angers, en France.

** Jakob Dehner est étudiant en licence de gouvernance et de politiques publiques à l'université de Passau, chargé de liaison indépendant, en collaboration avec des ministères allemands, et auteur de nombreux travaux de recherche.

Pour citer cet article : Thomas Hoerber et Jakob Dehner (2026), « Après la guerre en Ukraine, une défense européenne à géométrie variable ? », *Regard sur l'Est*, 28 septembre.

244x78

date créée

28/09/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Thomas Hoerber*, Jakob Dehner**